



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
17 février 2014
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Quatre-vingt-unième session

Compte rendu analytique de la 2190^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 23 août 2012, à 10 heures

Président: M. Avtonomov

Sommaire

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties
en application de l'article 9 de la Convention (*suite*)

*Projet d'observations finales concernant les dix-huitième à vingtième rapports
périodiques de l'Autriche (suite)*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-45190 (EXT)



* 1 2 4 5 1 9 0 *

Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 h 10.

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention (suite)

Projet d'observations finales concernant les dix-huitième à vingtième rapports périodiques de l'Autriche (suite) (CERD/C/AUT/18-20, CERD/C/AUT/Q/18-20)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation autrichienne reprend place à la table du Comité.*
2. **Le Président** invite la délégation autrichienne à répondre aux questions posées par les membres du Comité à la séance antérieure.
3. **M^{me} Ohms** (Autriche) dit que la promulgation de toute une série de textes normatifs en matière de non-discrimination s'explique par la structure fédérale de l'Autriche et les dispositions constitutionnelles relatives à la répartition des compétences entre l'État fédéral et les provinces (Länder). Étant donné que les constitutions de toutes les provinces interdisent la discrimination, ces dernières sont tenues de mettre en œuvre la Convention. Si un Land enfreint ou ne respecte qu'en partie une disposition de la Convention, sa compétence dans ce domaine est transférée à l'État fédéral, en particulier si une loi est requise aux fins de mise en œuvre de cet instrument. Le faible nombre d'actions intentées par les autorités provinciales indiqué dans le rapport ne signifie pas que certaines aient eu un effet dilatoire. Citer toutes les actions engagées aurait indûment alourdi le rapport.
4. **M. Rüdiger** (Autriche) explique que le programme du Gouvernement pour la période législative en cours prévoit, notamment, de renforcer les dispositions du Code pénal relatives à la protection contre la discrimination. Le champ d'application de l'infraction de discours de haine définie à l'article 283 du Code pénal a été élargi et a pris effet au 1^{er} janvier 2012. Le premier paragraphe de l'article 283 prévoit que quiconque incite ou encourage publiquement autrui à recourir à la violence ou à commettre des actes hostiles contre une église, une congrégation religieuse ou contre un autre groupe en raison de sa race, sa couleur de peau, sa langue, sa religion ou ses convictions, sa nationalité, son ascendance, son origine nationale ou ethnique, son sexe, handicap, âge ou orientation sexuelle, ou contre les membres d'un tel groupe expressément à cause de leur association avec lui, d'une manière susceptible de mettre en péril la sûreté publique, ou d'une manière perçue comme telle par un large public, encourt une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de deux ans. La version antérieure de ce paragraphe prévoyait que l'infraction devait être commise en public et d'une manière susceptible de porter atteinte à la sûreté publique. En vertu de la disposition modifiée, la menace à la sûreté publique doit être perceptible par un vaste public, sous forme, par exemple, d'affiches, de graffitis ou d'informations postées sur Internet ou diffusées à la télévision ou à la radio. Un «vaste public» s'entend d'un groupe d'environ 150 personnes et il n'est plus nécessaire que la menace soit effectivement constatée ou perçue. La référence aux membres d'un même groupe a également été ajoutée à ce paragraphe.
5. Une autre disposition essentielle du Code pénal condamne les actes de violence ou de haine à caractère raciste ou xénophobe. L'article 3 h) de la loi d'interdiction réprime le fait de nier ou de banaliser, d'excuser ou de justifier totalement le génocide commis durant l'époque national-socialiste ou d'autres crimes du national-socialisme contre l'humanité dans la presse écrite ou audiovisuelle, ou par tout autre moyen accessible à de nombreuses personnes, notion qui s'entend comme d'un groupe composé d'environ 30 personnes. Le dénigrement d'une doctrine religieuse, l'incitation à des actes réprimés ou l'apologie d'actes punissables, la diffamation, la calomnie ou les insultes peuvent également être considérés comme des discours de haine.

6. Il s'ensuit que les discours de haine, y compris ceux émanant de politiciens, sont passibles de sanctions en vertu du droit autrichien. Ainsi, le chef de file d'un parti politique candidat aux élections municipales qui avait déclaré, en 2008, dans un discours de campagne et dans une interview que le prophète Mahomet aurait été, selon les critères d'aujourd'hui, un abuseur d'enfants, qu'il a écrit le Coran au cours de crises d'épilepsie, et que l'Islam devait retourner de là où il vient, à savoir de l'autre côté de la Méditerranée, a été reconnu coupable en 2009 d'incitation à la haine et de dénigrement religieux. Le professeur de l'institut d'enseignement d'un parti politique représenté au Parlement qui avait tenu, en 2009, des propos islamophobes dans ses conférences a été reconnu coupable en 2011 de dénigrement des doctrines religieuses. En 2012, une enquête a été diligentée concernant le candidat d'un parti annoncé vainqueur aux élections municipales au motif que ses affiches affichant le slogan «Heimatliebe statt Marokkaner-Diebe» (Aime ta patrie plutôt que les voleurs marocains) étaient susceptibles de constituer des discours de haine.

7. En 2009, trois jeunes gens ont été poursuivis pour avoir perturbé une cérémonie de commémoration de l'Holocauste. Ils ont été condamnés à suivre un enseignement sur les crimes commis au nom du national-socialisme; la justice a en effet considéré que la prison était inadaptée car elle risquait plus d'en faire des criminels que d'assurer leur réadaptation.

8. **M^{me} Ohms** (Autriche) dit que les affiches prenant pour cibles les Marocains ont été immédiatement retirées suite à la vive émotion qu'elles ont suscité auprès de la société civile et de la classe politique. Une caricature odieuse qui circulait sur Internet ces dix derniers jours a également été supprimée suite aux protestations des médias et de la société civile.

9. **M. Ruscher** (Autriche) explique que le projet *Welle gegen Gewalt* (vague contre la violence) a été lancé il y a plusieurs années par le Ministère de l'intérieur en coordination avec la Ligue de football autrichienne et qu'il a connu un tel succès qu'il a été étendu en 2010 au hockey sur glace. Son objectif est d'encourager les supporters à adopter un comportement respectueux et de prévenir la violence, en particulier la violence raciste, avant, durant et après les événements sportifs. Des officiers de police spécialement formés accompagnent les supporters et sont en contact étroit avec les clubs sportifs et les fédérations sportives ainsi qu'avec les autorités compétentes, en particulier le Bureau fédéral pour la protection de la Constitution et le contrôle du terrorisme. Une loi a, par ailleurs, été promulguée pour veiller à ce que les récidivistes ne puissent plus perturber les grands événements sportifs.

10. Un policier de Vienne a créé une association appelée *Fair und Sensibel – Polizei und Afrikanerinnen* (Équité et sensibilité – la police et les femmes africaines) qui lutte contre les préjugés mutuels et mène des programmes intensifs de promotion du respect des droits de l'homme. Elle organise des soirées-débats et des manifestations culturelles et assiste aux grands événements sportifs.

11. Une section spéciale de la police de Vienne a à sa tête un fonctionnaire de haut-rang dont la seule et unique mission est de veiller à ce que les agents de police qui patrouillent les rues de la capitale respectent les principes des droits de l'homme. Les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent déposer plainte auprès de ce service, les agents de police étant aussi encouragés à lui soumettre des questions sur les comportements admis.

12. M. Ruscher confirme que le Tribunal de l'asile accuse un arriéré important de demandes en instance mais indique que le nombre d'affaires pendantes est passé de 29 896 à la fin de 2006 à 13 633 à la fin de 2011. Confiant dans la pérennité de cette tendance, il souligne que des décisions aussi délicates que celles-ci doivent obéir davantage à des impératifs de qualité que de quantité.

13. Il est certain que les affaires de regroupement familial sont longues à traiter mais les quotas établis dans ce domaine ont été revus à la hausse et les critères juridiques applicables

substantiellement modifiés. En outre, aucun quota ne s'applique aux Autrichiens ou aux ressortissants des États membres de l'Union européenne qui souhaitent faire venir dans le pays un membre de leur famille ressortissant d'un État tiers. Si la personne qui demande le regroupement familial est ressortissante d'un État tiers, la politique de quota s'applique en fonction de son statut de résidence, auquel cas le délai maximum de traitement de la demande est de deux ans. Dans les très rares cas où aucune place ne se libère dans la limite des quotas établis l'année suivant le prononcé de la décision, ceux-ci ne s'appliquent plus.

14. Chacune des neuf provinces dispose d'un Bureau pour la protection de la Constitution et le contrôle du terrorisme. Ses représentants sont tenus d'assister aux grands événements afin de prévenir toutes activités racistes ou néonazies; elles sont signalées au parquet et les statistiques y relatives sont communiquées tous les trimestres au Bureau fédéral pour la protection de la Constitution et le contrôle du terrorisme, qui publie un rapport annuel. Les administrés peuvent également saisir le parquet. Étant donné que les tribunaux ne sont pas tenus de divulguer l'issue donnée à ces plaintes, les statistiques présentées sont simplement indicatives.

15. Les parents autrichiens ou les familles dont un des parents a la nationalité autrichienne qui adoptent un enfant étranger doivent former une demande de naturalisation au nom de ce dernier. Cette procédure est assez rapide et seules deux conditions doivent être remplies: l'un des deux parents doit être de nationalité autrichienne et la famille doit avoir sa résidence principale en Autriche. La loi sur la citoyenneté devrait être remaniée à l'automne 2012 pour simplifier plus encore les procédures d'acquisition de la nationalité autrichienne.

16. La Constitution consacre les principes de liberté de réunion et de liberté d'association. Certaines associations reconnues coupables d'activités illicites ont cependant été dissoutes en vertu de la loi relative aux associations. L'on ne dispose pas de statistiques sur les motifs de leur dissolution.

17. S'agissant du racisme au sein des forces de police, un changement important a été apporté, il y a plusieurs années, à la formation de base des policiers. Un module de 56 heures aborde désormais exclusivement les droits de l'homme, la dimension des droits de l'homme étant également traitée dans d'autres cours, notamment ceux qui portent sur les aspects concrets des opérations de police. Par exemple, l'usage de la violence doit être minimal en toutes circonstances. La formation de base est complétée par d'autres programmes de formation obligatoires et volontaires. Depuis 2008, l'objectif principal est de convaincre les policiers qu'ils constituent la plus vaste organisation des droits de l'homme d'Autriche. Les représentants de la société civile ont été invités à soutenir cette initiative, qui est encadrée par une équipe d'experts. Tous les officiers de police sont tenus, tous les deux à trois ans, de suivre une formation complémentaire de trois jours, axée, notamment, sur les droits de l'homme. Les irrégularités policières sont périodiquement analysées afin de déterminer si la faute incombe au système ou au policier concerné et la formation est modifiée en fonction des résultats de l'analyse. Tout policier visé par des sanctions disciplinaires peut faire appel de la décision dont il fait l'objet devant un tribunal administratif. En ce qui concerne l'observation du Comité selon laquelle les sanctions disciplinaires infligées seraient trop clémentes, il convient de rappeler que trois des policiers impliqués dans l'affaire du ressortissant gambien Bakary J. ont été révoqués.

18. Il faut être de nationalité autrichienne pour entrer dans la police. Il serait en effet souhaitable de recruter des policiers issus de l'immigration mais les personnes qui mènent les entretiens d'entrée ne sont pas autorisées à questionner les candidats sur leurs origines; cela explique l'absence de statistiques dans ce domaine. Les candidats peuvent, bien sûr, donner ce genre d'informations s'ils le souhaitent, de même que sur leurs compétences linguistiques.

19. **M^{me} Köck** (Autriche) dit que les prisons autrichiennes accueillent aussi bien des personnes condamnées qu'en détention provisoire. Le personnel pénitentiaire, qui est placé sous l'autorité du Ministère de la justice, suit des cours de formation organisés par l'École du personnel pénitentiaire. Les programmes sur les droits de l'homme et le traitement des détenus étrangers qui ont une culture et une mentalité différentes de celles des Autrichiens sont des composants standards des cours dispensés par l'École du personnel pénitentiaire depuis de nombreuses années. L'École organise des séminaires dispensant des conseils et des informations sur les critères à suivre pour traiter les détenus étrangers avec respect. L'objectif est de veiller à ce que les agents pénitentiaires soient conscients qu'ils peuvent avoir à gérer des situations socialement sensibles lorsqu'ils ont affaire aux membres de groupes ethniques.

20. Les agents pénitentiaires issus de l'immigration aident à sensibiliser leurs collègues et les détenus. L'administration pénitentiaire encourage les membres de minorités ethniques à postuler à des postes mais les candidatures demeurent peu nombreuses: 5 des 350 personnes embauchées au cours des trois années antérieures appartiennent à des minorités ethniques, ce qui est en partie dû au fait que la nationalité autrichienne est requise pour entrer dans l'administration pénitentiaire. De plus, l'on ne dispose pas de statistiques officielles sur l'origine des agents pénitentiaires, ceux-ci étant libres de divulguer ou non cette information.

21. **M. Rüdiger** (Autriche) indique que la population carcérale compte 8 850 détenus, dont 4 121 étrangers. L'une des raisons expliquant la forte proportion d'étrangers incarcérés est qu'ils sont plus souvent placés en détention provisoire que les Autrichiens de crainte qu'ils ne quittent le territoire, un risque qui est évalué en fonction de leur situation professionnelle et selon qu'ils possèdent ou non une adresse permanente en Autriche. Cependant, une étude menée en 2008 a conclu que la nationalité n'entre pas en ligne de compte dans le taux de condamnations, les juges ne pratiquant pas la discrimination raciale. Malgré tout, les fonctionnaires du Ministère fédéral de la justice s'emploient à améliorer les programmes de perfectionnement des juges et procureurs et la formation des futurs décideurs sur des questions essentielles telles que les droits fondamentaux, l'égalité de traitement, la violence familiale, la protection des victimes, le racisme, la discrimination et les difficultés inhérentes à l'interaction avec des personnes de culture différente. En vertu d'un décret du 23 janvier 2009, les procureurs sont tenus de signaler au Ministère fédéral de la justice toutes les affaires dans lesquelles la race est susceptible d'influer sur la détermination de la peine. Compte tenu du faible nombre de cas signalés, un groupe de travail a été établi et chargé de faire connaître l'importance des prescriptions établies en matière de signalement et d'encourager des pratiques plus efficaces dans ce domaine.

22. **M^{me} Fehringer** (Autriche) explique que la disposition de la loi sur les étrangers en vertu de laquelle les salariés étrangers devaient être licenciés avant les employés autrichiens a été abrogée. L'on ne dispose pas de statistiques dans ce domaine parce que la modification de cette loi est récente et que la disposition antérieure n'a pas été appliquée. En outre, le Service public de l'emploi a adopté plusieurs mesures spéciales en faveur des migrants, comme la formation et le mentorat. La loi sur l'égalité de traitement n'utilise pas les termes «nationalité» et «race» parce que l'on considère qu'ils sont compris dans le concept d'ethnicité. La possibilité de retirer la licence d'exploitation à une entreprise ayant commis une faute grave est peut-être mal connue mais quoi qu'il en soit, la loi contient de nombreuses dispositions établissant le droit des victimes à réparation. Par exemple, des plaignants ont récemment reçu plus de 1 000 euros de dommages intérêts parce qu'ils s'étaient vus refuser l'entrée de restaurants ou de bars en raison de leur race. La loi prévoit également que les discriminations multiples donnent droit à une indemnisation plus élevée. Le Médiateur pour l'égalité de traitement est chargé de faire rapport au Gouvernement tous les deux ans sur l'état de mise en œuvre de la loi sur l'égalité de traitement. Pour des raisons historiques, les bureaux provinciaux du Médiateur ne sont compétents que pour les

affaires de discrimination sexuelle mais les particuliers peuvent également se tourner vers la Chambre du Travail, les syndicats et l'Association de lutte contre la discrimination pour obtenir des informations et même pour être admis aux bénéfices de l'aide juridictionnelle. Le Gouvernement travaille étroitement avec la société civile et celle-ci participe à l'élaboration des nouveaux textes de lois. Le Gouvernement est conscient que la loi n'est qu'un levier et que davantage doit être fait pour changer les mentalités.

23. **M. Ruhs** (Autriche) indique que le Gouvernement autrichien a pris des mesures générales et ciblées, conformément aux cadres d'évaluation et d'analyse de l'Organisation pour la coopération économique et le développement en vue d'améliorer les résultats scolaires et au Livre vert de la Commission européenne sur la migration et la mobilité, pour répondre aux besoins des élèves issus de l'immigration. Parmi les mesures générales prises dans le domaine de l'éducation, il convient de mentionner l'adoption de normes éducatives, l'allongement de la journée scolaire et la fréquentation obligatoire de l'école maternelle. Les mesures ciblées portent principalement sur l'allemand comme deuxième langue; 48 millions d'euros ont été alloués aux programmes menés dans ce cadre, 440 postes d'enseignants ont été créés et des cours sont dispensés dans 24 langues étrangères, dont le romani.

24. Seul 1,57 % des élèves est scolarisé dans des établissements spéciaux, ce qui représente une baisse de près de 30 % par rapport à 1995, année du lancement du système d'éducation intégrée. La mauvaise maîtrise de l'allemand ne peut constituer un motif de placement dans les écoles spéciales et les décisions à cet effet sont prises par des experts qualifiés, dont des enseignants bilingues. Conformément au plan d'action sur les besoins éducatifs spéciaux, des projets pilotes visant à limiter davantage le placement en établissements spéciaux sont réalisés dans plusieurs régions. Une stratégie a été formulée en vue de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées qui énonce les domaines prioritaires d'action définis par quelque 200 experts du Gouvernement et des représentants de la société civile.

25. La province du Burgenland affiche un taux de réussite plus élevé que les autres en matière d'éducation des enfants roms du fait d'une journée scolaire plus longue, du système de tutorat mis en place par les associations locales roms, de la présence d'experts roms au sein des commissions scolaires et d'inspecteurs de district spécialement formés. Le système mis en place a permis de scolariser les enfants roms dans les établissements scolaires ordinaires de faire nettement reculer le nombre de ceux ayant besoin d'une aide spéciale. L'Université de Graz a publié un dictionnaire en romani et devrait faire paraître d'autres matériels didactiques sous peu.

26. Le Ministère fédéral de l'éducation, des arts et de la culture subventionne tout un éventail d'événements culturels qui visent à renforcer l'estime de soi, la compréhension mutuelle et l'intégration plutôt que l'assimilation. Un projet finance les cours délivrés par 20 survivants des atrocités commises pendant la période du national-socialisme, dont trois Roms. Des visites sont régulièrement organisées dans divers mémoriaux et au camp de concentration de Mauthausen, et les élèves et étudiants peuvent participer à la Marche du souvenir et de l'espoir. Les établissements scolaires autrichiens célèbrent la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et une conférence internationale sur le génocide des Roms et des Sintis sera organisée à Eisenstadt en novembre 2012, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et le Groupe de coopération internationale pour la recherche sur l'Holocauste, l'enseignement de ses réalités et la perpétuation de sa mémoire. La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture n'a pu être ratifiée faute de la majorité des deux tiers requise pour approuver toute nouvelle loi relative à l'éducation universelle.

27. **M^{me} Paschinger** (Autriche) indique que le Gouvernement autrichien a accepté, après un examen approfondi, 131 des 161 recommandations qui lui ont été adressées dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU). Il a rejeté 5 des 18 recommandations qui portaient sur le racisme, dont 4 tendant à l'adoption d'un plan national d'action contre le racisme, et 4 des 21 concernant la discrimination, dont 2 relatives aux couples de même sexe et à l'adoption par les couples homosexuels. Le Gouvernement a rejeté les 9 recommandations tendant à ce qu'il ratifie la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Les principaux ministères responsables de l'application de chaque groupe de recommandations ont été identifiés et ont invité les ONG à engager le dialogue sur des questions spécifiques. Un comité directeur a été établi; il est composé d'experts de haut niveau du Ministère des affaires étrangères et de la Chancellerie fédérale et des principaux représentants des organisations de la société civile. Il veille étroitement à leur mise en œuvre et a déjà contribué à plusieurs améliorations, comme la participation plus étroite des Länder à ce processus. Les conclusions de la consultation publique sur l'état de mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU un an après l'adoption du rapport ont été incorporées aux futurs plans d'intégration et un examen à mi-parcours sera effectué en 2013.

28. Compte tenu de la nature intersectorielle et multidimensionnelle du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie, le Gouvernement autrichien manifeste un vif intérêt pour la coopération multilatérale dans ce domaine, notamment au sein de l'Organisation des Nations Unies. L'Autriche a participé activement aux travaux du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et a pris en compte la Recommandation générale n° 34 du Comité qui concerne la discrimination raciale à l'égard des personnes d'ascendance africaine lors de la préparation de sa grande campagne sur l'image de l'Afrique, menée dans toutes les grandes villes du pays en 2011, qui a coïncidé avec l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine. La campagne avait été lancée et organisée par African Network Platform, avec le soutien financier de l'Agence autrichienne pour le développement et l'Institut de Vienne pour le dialogue international et la coopération. De nombreux événements culturels africains ont également été organisés, de même que des débats sur les stéréotypes; des études ont parallèlement été réalisées sur la situation des Noirs en Autriche, qui seront publiées et soumises au Parlement fédéral. Une plate-forme d'information sur l'Afrique a été mise en place et continuera de fonctionner, de même que le site «Ke Nako Afrika» (l'Afrique maintenant) (www.kenako.at). À l'instar d'autres Etats membres de l'Union européenne, l'Autriche participe activement aux négociations sur la Décennie des Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine et continue d'être intéressée par cette initiative. Bien qu'ils approuvent le cadre général dans lequel ce projet s'inscrit, les Etats membres de l'UE s'interrogent toujours sur les conséquences concrètes de cette Décennie et s'inquiètent passablement de la portée et de la nature envisagées du projet tel qu'il est envisagé dans le projet de programme d'action. Le Gouvernement autrichien y demeure cependant attaché et continuera de participer de manière constructive aux négociations dans le cadre du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale des Nations Unies.

29. **M^{me} Ohms** (Autriche) assure que le Gouvernement autrichien accorde la même importance aux recommandations issues de l'EPU qu'aux observations finales des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les ministères chargés de la mise en œuvre de ces recommandations se rencontrent plusieurs fois par an pour faire le point sur les progrès effectués et les obstacles rencontrés. À ce jour, seules quelques organisations de la société civile ont présenté les projets qu'elles souhaitent réaliser pour donner effet aux recommandations issues de l'EPU. Le Gouvernement espère pouvoir dialoguer plus franchement avec les ONG afin de déterminer quelles initiatives spécifiques permettraient d'améliorer la situation des groupes cibles.

30. **M. Kut** souhaite savoir s'il s'est déjà produit qu'un Land ne soit pas en mesure de mettre en œuvre la Convention et que les autorités fédérales aident dû de ce fait assumer la compétence dévolue aux provinces. Dans l'affirmative, il serait utile de savoir comment cette situation est suivie. La délégation autrichienne est invitée à commenter l'information selon laquelle les conseils municipaux de Vorarlberg et de Carinthie continueraient d'exiger que les personnes demandant à bénéficier de logements sociaux aient une maîtrise certaine de l'allemand, malgré les décisions de justice jugeant cette obligation contraire aux obligations de l'État partie. Même si la connaissance de la langue officielle d'un pays est évidemment un facteur important d'intégration, le Comité a pu constater à maintes reprises que les politiques d'intégration étaient utilisées aux fins d'exclusion, ce qui est évidemment inacceptable.

31. **M. Kut** salue la société autrichienne qui ne manque pas de réagir face aux situations intolérables et aux violations des droits de l'homme. Il semble cependant, selon des informations communiquées au Comité, que la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre la discrimination et la répression des discours de haine n'aient pas produit l'effet escompté. Par exemple, **M. Gerhard Kurzmann**, qui a créé un jeu vidéo dans le cadre de sa campagne électorale intitulé «Adieu, mosquée» dans lequel les joueurs étaient invités à tirer sur des minarets, n'aurait pas été poursuivi pour incitation à la haine.

32. **M. Kut** aimerait en savoir plus sur les conclusions des rapports biennaux concernant la mise en œuvre des politiques adoptées et, en particulier, sur les politiques qui ont été jugées inefficaces et par la suite modifiées.

33. **M. Lindgren Alves** juge intéressant d'apprendre que les autorités autrichiennes surveillent tous les rassemblements publics pour veiller à ce que les groupes néonazis ne les troublent pas. Il souhaite savoir quand cette politique a été mise en place et si elle s'avère efficace. Si tel est le cas, le Comité pourrait attirer l'attention d'autres États européens sur cet exemple à suivre à l'occasion du débat thématique sur les discours de haine raciale qu'il organisera sous peu.

34. **M^{me} Ohms** (Autriche) explique que la disposition constitutionnelle prévoyant qu'un Land ne respectant pas les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention verrait sa compétence en la matière assumée par l'État fédéral est un fort levier politique qui a un puissant effet préventif sur les Länder. La représentante n'a pas connaissance des problèmes locaux qui se posent en matière de logement dans le Vorarlberg et en Carinthie mais précise qu'il existe tout un ensemble de recours juridiques au niveau des juridictions inférieures dont peuvent se prévaloir les particuliers qui s'estiment victimes d'une discrimination dans ce domaine, qui peuvent aussi saisir le Bureau du Médiateur.

35. Si la société autrichienne est si réactive, cela est en partie dû à l'action des organes de presse, qui s'autorégulent de façon volontaire, conformément aux directives du Conseil autrichien de la presse, et appliquent effectivement le Code déontologique. Une récente décision du Conseil autrichien de la presse concernant l'emploi du mot «nègre» a été publiée dans le journal qui l'avait en premier utilisé, permettant ainsi aux lecteurs de l'article incriminé de prendre connaissance de cette décision. Le Code déontologique s'applique à tous les médias, y compris aux médias en ligne.

36. **M^{me} Ohms** explique que les indicateurs sur l'intégration des personnes issues de l'immigration mesurent, notamment, le niveau d'instruction des personnes âgées de 25 à 64 ans; le taux d'emploi; le revenu net annuel; et le risque de pauvreté. Les sous-indicateurs pris en compte à cet égard sont les aptitudes linguistiques; le pourcentage d'élèves suivant un enseignement secondaire, un enseignement universitaire et diplômés de l'université; la qualité des logements; la probabilité d'atteindre un âge avancé; et le recours aux services de santé, notamment à titre préventif plutôt que curatif. Les informations détaillées liées à tous ces indicateurs ont permis au Gouvernement d'évaluer les mesures prises jusqu'à ce jour et

de mettre au point des politiques ciblées pour l'avenir. Des progrès significatifs ont déjà été enregistrés en matière d'intégration des immigrés dans le marché de l'emploi, ce qui est primordial pour veiller à ce qu'ils ne soient pas coupés du reste de la société.

37. **M. Rüdiss** (Autriche), répondant à la question relative au jeu vidéo qui figurait dans la campagne électorale de M. Gerhard Kurzmann, dit que l'affaire a fait grand bruit en Autriche et que la population, ainsi que le Ministère de la justice et de nombreux procureurs, se sont interrogés sur la légalité de cette propagande discriminatoire menée dans le cadre d'une campagne électorale. Le tribunal a minutieusement analysé le jeu en question et considéré que puisque le fait de cliquer sur un bouton faisait disparaître le minaret sans que cela ne requière d'intention explicite de la part de l'utilisateur, ne constituait pas à proprement parler un discours de haine, même si cela n'en était pas très éloigné. De nombreuses personnes ont approuvé cette décision judiciaire; l'indépendance de la justice est un principe suprême.

38. **M. Ruscher** (Autriche) dit qu'on a relevé en 2011 436 infractions à la loi d'interdiction, 84 affaires d'incitation à la haine, 368 délits impliquant des extrémistes de droite, 26 infractions à la loi relative aux insignes et 49 infractions à la loi de 2008 introductive aux actes de procédure administrative. Sur les 963 infractions à la loi de lutte contre la discrimination, 900 étaient passibles de poursuites. Le taux d'élucidation ou le pourcentage de délinquants arrêtés par la police était d'environ 18 %. Les forces de l'ordre surveillent aussi bien les groupes d'extrême droite que les groupes d'extrême gauche. On a dénombré 138 plaintes portant sur des délits commis par des extrémistes de gauche: sur les 54 suspects (dont certains inculpés d'infractions multiples), 39 étaient des hommes et 15 des femmes. La surveillance des rassemblements des mouvements extrémistes est l'une des tâches essentielles des forces de sécurité provinciales et pas uniquement de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution et le contrôle du terrorisme. Il s'ensuit que tout fonctionnaire de police autrichien est tenu de signaler les activités suspectes de cette nature.

39. **M. de Gouttes** dit que les tribunaux des États européens comme l'Autriche sont plus enclins à invoquer l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans les affaires de violation de droits touchant à la discrimination, ce qui est compréhensible vu que la Convention européenne est directement applicable en droit interne européen. Toutefois, même si cet article recoupe à bien des égards les termes de la Convention, il n'en demeure pas moins que celle-ci doit être davantage diffusée et mieux connue, notamment auprès et des tribunaux. Tout en se félicitant des modifications apportées au Code pénal autrichien pour condamner l'incitation à la haine, en particulier l'ajout de la disposition visant à ce que la menace potentielle à la sécurité publique ne soit plus nécessaire à la constitution de l'infraction, M. de Gouttes reste préoccupé par le fait que l'incitation à la haine doit encore être perceptible par une large partie de la population pour pouvoir être poursuivie. Le libellé de la disposition modifiée du Code pénal laisse à son sens trop de marge d'interprétation aux tribunaux, ce qui pourrait nuire à la poursuite des infractions de cette nature, en particulier celles tombant sous le coup de l'interdiction des discours de haine. M. de Gouttes exhorte le Gouvernement à revoir cette disposition afin de la mettre pleinement en conformité avec l'article 4 de la Convention. Enfin, il prend note avec grand intérêt du Code déontologique de la presse autrichienne mentionné dans le rapport à l'examen, en particulier à la lumière du rôle important que jouent les médias dans la formation de l'opinion publique, et souhaiterait que le rapport périodique suivant de l'État partie donne des informations plus détaillées sur ce point.

40. **M. Murillo Martínez** aimerait recevoir des précisions sur les critères utilisés pour définir ce qui constitue «un vaste public» dans les cas évoqués par l'orateur précédent. Il ne comprend pas bien si le Médiateur pour l'égalité de traitement est compétent en matière de discrimination fondée sur l'origine ethnique ou religieuse et souhaite savoir si les

organisations de la société civile peuvent porter plainte au titre de la loi relative à l'égalité de traitement. L'Autriche envisage-t-elle de réaliser une étude pour évaluer le niveau de sensibilisation de la population aux principes de non-discrimination? De plus amples informations seraient bienvenues sur les projets de modification du statut de l'institution nationale autrichienne des droits de l'homme. Évoquant le paragraphe 62 du rapport de l'État partie, qui traite de la participation des groupes ethniques minoritaires à la fonction publique, M. Murillo Martínez souhaiterait obtenir des informations plus précises sur la manière dont l'Autriche a donné effet aux recommandations générales du Comité, en particulier la Recommandation générale n° 34 sur la discrimination à l'égard des personnes d'ascendance africaine.

41. **M. Kemal**, appelant l'attention de la délégation sur le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention, fait valoir que les mesures spéciales sont un moyen utile dont peuvent se prévaloir les États parties pour améliorer la situation socioéconomique des segments de population qui, pour diverses raisons historiques et autres, ont été désavantagés. Les mesures d'action positive, comme certains pays ont coutume de les appeler, promeuvent l'égalité. L'Autriche a-t-elle tiré les leçons de son passé impérial et pris des mesures de cet ordre? Une campagne plus active de recrutement des minorités dans des domaines sensibles, comme la force et la fonction publiques, donnerait plus de poids aux efforts consentis par l'État partie pour promouvoir une société plus harmonieuse, juste et tolérante.

42. **M^{me} Ohms** (Autriche) explique que la Cour constitutionnelle statue sur le fondement de la Convention internationale car l'Autriche n'a pas encore ratifié le Protocole n° 12 à la Convention européenne des droits de l'homme. Ce faisant, la Cour a élargi le principe de proportionnalité et de protection contre les décisions arbitraires visant les étrangers. M^{me} Ohms se dit disposée à transmettre au Comité les derniers arrêts de la Cour. De nombreuses personnes issues de l'immigration travaillent dans les administrations publiques et dans le secteur de la santé et ne sont pas considérées comme des étrangers ou des membres de minorités. Attendu que le mandat du Bureau du Médiateur autrichien a été élargi conformément aux Principes de Paris, M^{me} Ohms se dit confiante que le Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme lui accordera le statut A le moment venu.

43. **M. Rüdiger** (Autriche) dit que les nouvelles dispositions relatives au discours de haine, qui continueront d'être évaluées et modifiées si nécessaire, garantissent une protection accrue contre les crimes de haine. Pour l'heure, le Gouvernement considère que les crimes motivés par la haine doivent être perçus comme tels par une vaste partie de la population, ce qui, en vertu de la loi, correspond à environ 150 personnes. Étant donné que l'expression «crimes motivés par la haine» figure dans plusieurs dispositions du Code pénal, les tribunaux l'apprécient très précisément, ce qui laisse très peu de place à l'interprétation. Le nombre de personnes requises pour qu'une infraction tombant sous le coup de l'article 3 h) de la loi d'interdiction soit qualifiée est fixé à 30. Pour des raisons historiques, le nombre de personnes requises pour qu'une infraction relative à la glorification du national-socialisme soit qualifiée a été revu à la baisse pour sanctionner effectivement tout acte de cette nature.

44. **M^{me} Fehringer** (Autriche) dit que le Médiateur pour l'égalité de traitement est compétent en matière de discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions et l'âge. L'Autriche compte trois Médiateurs régionaux, qui sont compétents pour les affaires de discrimination fondée sur le sexe mais pas sur l'origine ethnique. Leur compétence n'a pas encore été élargie à l'origine ethnique en raison de contraintes budgétaires. M^{me} Fehringer convient que l'action positive est un outil précieux et assure que la police et le Service public de l'emploi souhaiteraient recruter davantage de personnes issues de l'immigration, leurs compétences linguistiques étant un atout. À son sens, l'histoire autrichienne ne saurait être érigée en modèle, vu les faits peu

glorieux commis durant l'ère impériale; celui de l'Afrique du Sud, qui s'est dotée d'excellents programmes d'action positive, semble nettement préférable. Bien que les mesures spéciales soient un concept nouveau en Autriche, le Gouvernement a bon espoir de progresser dans ce domaine. Le Gouvernement a élargi la portée de la loi relative à l'égalité de traitement et introduit des sanctions plus dissuasives, notamment en alourdissant les amendes et en condamnant les discriminations multiples.

45. **M. Lahiri** (Rapporteur pour l'Autriche) estime que l'État partie mérite d'être félicité pour avoir soumis son rapport périodique dans les délais impartis et y avoir incorporé des informations aussi complètes. Ce document met en exergue les différentes mesures prises pour améliorer la situation et tient compte des recommandations et observations antérieures du Comité. Bien que l'Autriche ne se distingue pas outre-mesure des pays européens en matière de discrimination, plusieurs préoccupations demeurent néanmoins, qui donneront lieu à des recommandations. Parmi les sujets de préoccupation, figure notamment, l'affirmation, par l'État partie, de son incapacité à fournir des données ventilées, qui sont pourtant essentielles aux yeux du Comité. L'État partie doit intensifier ses efforts de sensibilisation aux principes de non-discrimination et remédier à l'inégalité de traitement dont sont encore victimes les personnes de différentes origines ethniques. L'État partie devrait également être prié de redoubler d'efforts pour s'attaquer à la situation des minorités, des immigrés, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des juifs et des musulmans. Enfin, le Rapporteur accueille avec satisfaction les informations fournies au sujet du Bureau de médiation et salue le dialogue fructueux avec les membres de la délégation autrichienne.

46. **M^{me} Ohms** (Autriche) dit que sa délégation juge, elle aussi, que le dialogue avec les membres du Comité a été très productif et instructif. L'Autriche est désireuse d'explorer de nouvelles voies et est disposée à changer les choses si nécessaire. Bien que le changement, y compris celui induit par la promulgation de nouveaux textes normatifs, requière patience et longueur de temps, le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour aller de l'avant et améliorer la situation des minorités dans le pays, tout en faisant de son mieux pour améliorer celle de la population en général.

La séance est levée à 13 heures.